

Sur le plan international, le Canada travaille de plus en plus étroitement avec les pays de la région. Le Canada fait partie du groupe des Amériques pour des organismes tels que l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation internationale du travail et l'Interpol, et doit intensifier son lobbying au sein de ces organismes. La Colombie, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay ont été de proches collaborateurs du Canada au sein du Groupe Cairns engagé dans les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture qui ont été menées à bien récemment. Les pays du bassin amazonien, notamment le Brésil et le Mexique, jouent un rôle essentiel dans les négociations internationales de plus en plus importantes sur les questions environnementales à l'échelle mondiale.

Néanmoins, la politique étrangère du Canada n'a jamais manifesté un intérêt soutenu envers l'Amérique latine et les Antilles. Il y a plusieurs motifs qui expliquent cette situation, dont la préoccupation inévitable du Canada à l'égard de ses relations avec les États-Unis et l'Europe. En outre, au cours de la dernière décennie et demie, l'Asie a entrepris une révolution économique axée sur les exportations et l'investissement qui a ouvert de nouveaux débouchés commerciaux dont le Canada se devait de profiter. Bien entendu, la désastreuse performance économique des pays d'Amérique latine n'a fait qu'accentuer le contraste avec l'Asie, au détriment d'un intérêt canadien soutenu. Lieu d'origine de la théorie du développement par le remplacement des importations dans les années cinquante, l'Amérique latine est restée obstinément sur cette voie, essayant de pallier ses difficultés par un endettement irréfléchi (aidé et encouragé, il faut le dire, par la communauté bancaire internationale et les agences officielles de crédit).

La démagogie politique, alimentée en partie par la confusion économique et les effets régionaux des préoccupations des États-Unis liées à la guerre froide, a conduit à des interventions militaires et à la disparition des institutions démocratiques dans de nombreux pays, à partir du milieu des années soixante. Les troubles survenus en Amérique centrale ont constitué probablement la manifestation la plus grossière de ces contre-courants dans les années quatre-vingts.

Les répercussions cumulatives de ces crises, ainsi que l'existence de débouchés plus intéressants ailleurs, ont nécessité une réévaluation de nos relations avec les pays de notre hémisphère, après une brève reprise dans les années soixante-dix, et ont conduit à une baisse de nos attentes à l'égard de cette région. Néanmoins, vers la fin des années quatre-vingts, de nouvelles tendances ont commencé à s'établir. Les gouvernements civils avaient réapparu dans la plupart des pays et plusieurs gouvernements commencèrent à mettre de l'avant, avec plus de constance, des politiques économiques et commerciales axées sur le marché. Il semblait que la majeure partie de la région avait redécouvert des fondements économiques et politiques solides, et avait commencé à les mettre en pratique. En reconnaissance de